



Reporting Services

Bulletin du Forum Urbain Mondial

Compte rendu quotidien de la Troisième Session du Forum Urbain Mondial

Publié par l'Institut International du Développement Durable (IIDD)
en collaboration avec la Fondation Globe et ONU-HABITAT

EN LIGNE À [HTTP://WWW.IISD.CA/YMB/WUF3/](http://www.iisd.ca/YMB/WUF3/)
VOLUME 125, No. 4, JEUDI 22 JUIN 2006



LES FAITS MARQUANTS DU TROISIEME FORUM URBAIN MONDIAL:

MERCREDI 21 JUIN 2006

Les participants à la troisième session du Forum Urbain Mondial (FUM3) ont tenu des séances plénières, de dialogues et spéciales, le matin, puis sept tables rondes et de nombreuses séances de réseautage, l'après-midi. Le petit-déjeuner inaugural des Anciens d'Habitat a eu lieu le matin, réunissant près de 100 délégués qui avaient pris part à la Conférence des Nations Unies sur les Etablissements Humains de 1976.



Habitat Alumni de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement humain à Stockholm, 1972, de Habitat I, à Vancouver, 1976, et de Habitat II à Istanbul, 1996, ont pris part à un petit déjeuner organisé spécialement pour la célébration de leurs accomplissements dans le domaine de la mise en place d'établissements humains durables

SEANCE PLENIERE

La séance plénière du matin s'est tenue sous le thème «Partenariats et Finances.» La modératrice Katherine Sierra, vice-présidente, Banque mondiale, a reconnu le dixième anniversaire de la Journée nationale des Autochtones au Canada et a donné un aperçu des principaux biens publics pour lesquels des politiques urbaines fondées sur la durabilité sont nécessaires. On prévoit un passage de la population urbaine de deux à quatre milliards de personnes au cours des 30 prochaines années et, pour être efficaces, les stratégies de développement urbain dans les pays en développement auront besoin de tenir compte des forces économiques, de l'inclusion sociale et de la durabilité environnementale, a-t-elle dit. Elle a appelé à un dialogue franc et ouvert sur l'impact des villes en tant que locomotives de la croissance dans les pays en développement, et à l'accentuation du rôle positif de l'urbanisation. Elle a souligné le rôle important des partenariats et la nécessité de financements novateurs et en temps opportun.

Mohammad Yousaf Pashtun, ministre afghan du développement urbain, a parlé des défis et des opportunités dans son pays, après 25 années de guerre. Parmi les défis, il a évoqué le manque de ressources financières, les problèmes de sécurité, la pauvreté grandissante, la croissance démographique urbaine, l'immigration et le rapatriement, le fait que 65 pour cent de la population vivent dans des établissements informels, et 70 pour cent sont analphabètes. Il a fait état du Pacte pour l'Afghanistan conclu à Londres et adopté par l'Assemblée Générale des Nations Unies pour le soutien de la reconstruction de son pays, la Banque Mondiale fournissant les fonds, principalement pour l'infrastructure. Les ressources demeurent insuffisantes, a-t-il ajouté. Il a souligné que les villes ont un rôle central à jouer dans la transition de l'Afghanistan et son passage de la situation d'urgence postérieure au conflit à la stabilité, et a appelé à la

réalisation d'une paix et d'un développement durables dans son pays, au moyen de partenariats avec la communauté internationale.

Pat Jacobsen, directrice générale, TransLink, Canada, a donné aux participants au FUM3 un aperçu des mécanismes de financement mis en place pour le développement de l'infrastructure de transport à Vancouver. Ceux-ci comprennent des partenariats avec le gouvernement fédéral, les recettes provenant des usagers, et une combinaison de financement privé et public.. Elle a mis en relief l'importance de faire participer les intéressés aux processus de planification du développement de l'infrastructure.

Robert Williams, maire adjoint de Georgetown, Guyana, a déclaré que les villes ne peuvent être vivantes que s'il y a engagement à tous les niveaux. Soulignant qu'il n'est plus possible de fonctionner en situation isolée en cette ère technologique, il a déclaré que les partenariats ne sont pas une option mais une exigence pour le développement des villes. Il a insisté sur la nécessité de ne pas compter sur les sources de financement traditionnelles pour parvenir à couvrir les coûts grandissants de la gestion urbaine. Il a appelé les Nations Unies à encourager les gouvernements à accepter des négociations directes entre les institutions financières internationales et les municipalités pour que les prêts et les subventions destinés au développement urbain soient approuvés plus rapidement.

SEANCES DE DIALOGUES ET SEANCES SPECIALES

SECURITE URBAINE: Accepter la Responsabilité: Anna Maria Tremonti, hôte de l'émission «The Current» de Radio Canada, a ouvert cette séance de dialogue qui s'est concentrée sur deux thèmes principaux: la planification en prévision de catastrophes et la réduction des risques, et la prévention du crime et de la violence.

Le *Bulletin du Forum Urbain Mondial* est une publication de l'Institut International du Développement Durable (IIDD) <info@iisd.ca>, éditeur du *Bulletin des Négociations de la Terre* © <enb@iisd.org>. Ce numéro a été rédigé et édité par Xenya Cherny, Leonie Gordon, Sarah Stewart Johnson, William McPherson, Ph.D., Laurel A. Neme, Ph.D., Sabrina Shaw, Peter Wood et Kunbao Xia. Photographies: Leila Mead. Edition numérique: Bo-Alex Fredvik et Diego Noguera. Rédaction en Chef: Pia M. Kohler, Ph.D. <pia@iisd.org>. Directeur du Service Information de l'IIDD: Langston James "Kimo" Goree VI <kimo@iisd.org>. Le financement de la couverture de cette réunion est fourni par Globe Foundation of Canada. L'IIDD est joignable par courrier au 161 Portage Avenue East, 6e Etage, Winnipeg, Manitoba R3B 0Y4, Canada; tel: +1-204-958-7700; fax: +1-204-958-7710. Les opinions exprimées dans le *Bulletin* appartiennent à leurs auteurs et ne rendent pas compte forcément des points de vue de l'IIDD. Des extraits du *Bulletin* peuvent être utilisés dans d'autres publications moyennant citation appropriée. Des versions électroniques du *Bulletin* sont envoyées à nos listes de distribution de courriel (Formats HTML et PDF) et sont accessibles sur le site [Linkages du serveur WWW du Service d'Information de l'IIDD à <http://www.iisd.ca/>](http://www.iisd.ca/). Pour tous renseignements concernant le *Bulletin*, y compris pour la sollicitation de services de couverture de vos événements, contacter le Directeur du Service d'Information de l'IIDD par courriel à <kimo@iisd.org>, par téléphone au: +1-646-536-7556 ou par voie postale au: 212 East 47th St. #21F, New York, NY 10017, USA. L'équipe de l'IIDD au Troisième Forum Urbain Mondial est joignable par courriel à <xenya@iisd.org>.



Robert Williams, maire adjoint de Georgetown, Guyana

Ian Davis, de l'Université Cranfield, a insisté pour que l'on fasse la distinction entre les risques naturels et les catastrophes dues à des fragilités causées par des interventions humaines. Les parties prenantes peuvent exercer des pressions sur les entreprises pour qu'elles adoptent des normes environnementales et sociales plus élevées.

Mark Pelling, Kings College, Londres, a souligné que la planification en prévision de catastrophes est souvent basée sur des données filtrées par les médias et non sur des preuves solides.

Pushpa Pathak, représentant Ghulam Sakhi Noorzad, maire de Kaboul, a parlé du double défi auquel fait face l'Afghanistan, du fait de l'agitation civile et des catastrophes naturelles.

Yoshinobu Fukasawa, directeur de la planification au ministère de l'Aménagement du territoire, de l'Infrastructure et du Transport du Japon, a parlé des enseignements tirés suite au séisme de Kobe, soulignant l'importance des outils simples ainsi que des systèmes d'information géographique dans les efforts de reconstruction.

Elina Palm, Stratégie internationale de prévention des catastrophes des Nations Unies, a parlé des progrès accomplis avec l'accord sur la prévention des catastrophes.

Les participants ont soulevé plusieurs questions qui ont porté, notamment, sur le rôle des réseaux d'information de femmes de la communauté en situation de crises, le besoin d'un dialogue plus poussé avec les organisations confessionnelles; la nécessité pour les donateurs de prendre en considération les besoins locaux; et le règlement des problèmes sociaux suite aux catastrophes, comme l'exploitation des enfants. Un délégué a déclaré que les risques se transforment en catastrophes uniquement à cause des vulnérabilités, faisant remarquer que ce ne sont pas les séismes qui tuent, mais les constructions mal conçues. Un autre met en doute l'utilité de l'aide à la réimplantation dans les régions réputées à risque.

Franz Vanderschueren, d'ONU-Habitat, a déclaré que les gouvernements centraux hésitent à déléguer les responsabilités aux autorités locales. Juan Manuel Ospina Restrepo, Secrétaire du Gouvernement, Bogotá, Colombie, a mis en exergue l'importance de solutions ciblées.

Caroline Kidu, ministre du Développement communautaire, Papouasie Nouvelle Guinée, a encouragé à adopter des cycles politiques de courte durée. Yasmin Bacus, ministre de la Sécurité et de la Liaison Communautaires, Province de KwaZulu Natal, Afrique du Sud, a expliqué qu'un processus d'engagement public unique en son genre oblige le gouvernement d'Afrique du Sud à rendre compte de ses actes, et Prema Gopalan, de la Commission Huairou, a déclaré que, lorsqu'elles participent à la planification de la réduction des risques de catastrophes, les collectivités se sentent plus concernées.

Les participants ont également parlé de la montée du phénomène des clans au sein des communautés autochtones, de la dynamique de la sécurité après le 9 septembre, et de la nécessité d'engager les jeunes dans la planification urbaine. Les délégués ont appelé à un accès autorisé pour les habitants des taudis, à la minimisation des déplacements suite aux conflits armés et à la traduction des obligations internationales en politiques locales. Les avantages d'une approche plus intégrée entre la gestion des risques et les programmes de prévention du crime ont également été examinés.

Dans ses remarques de clôture, Thomas Melin, de l'Agence suédoise de coopération internationale au développement, a mis en exergue la vulnérabilité des filles face à la violence sexuelle en Afrique et a fait état de la réussite des postes de police féminins au Nicaragua. Il a insisté sur l'importance pour les maires de lancer des initiatives vigoureuses.

FINANCES MUNICIPALES: Innovation et Collaboration: Le modérateur Anwar Versi, Rédacteur en chef, *African Business*, a ouvert le dialogue sur les Finances municipales en soulignant le besoin constant de financements des municipalités.

Au sujet de la mise en valeur des ressources, Jacqueline Schafer, USAID, a décrit le travail de renforcement de la solvabilité entrepris pour aider les municipalités à accéder aux marchés financiers. Les services publics doivent être financièrement viables, a-t-elle ajouté.

Lamine Mbassa, directeur des Affaires économiques et financières, Communauté Urbaine de Douala, Cameroun, a décrit l'utilisation de la bourse des valeurs de Douala pour lever les fonds nécessaires à la réhabilitation de l'infrastructure et a noté l'importance d'établir la solvabilité.

Zenaida Moya, maire de Belize, a donné un aperçu du travail du Forum des administrations locales du Commonwealth et a souligné que les gouvernements locaux doivent avoir le pouvoir, le financement, les approches équitables et la capacité technique nécessaires pour s'acquitter de leurs tâches.

Dans le débat qui a suivi, les participants ont mis l'accent sur la nécessité de se pencher sur les problèmes de l'endettement des particuliers et des ménages, l'implication des jeunes dans les processus décisionnels, les mécanismes permettant aux municipalités de gérer les ressources, et l'accès aux marchés de capitaux.

Le dialogue a ensuite porté sur les approches novatrices pour fournir l'infrastructure et les services connexes.

Jawaid Akhtar, directeur général, Karnataka Urban Infrastructure Development Corporation, a décrit un plan novateur mis en place pour se servir des marchés de capitaux pour lever

Anwar Versi, rédacteur en chef, *African Business*, a modéré le dialogue sur les finances municipales



G-D: Zenaida Moya, maire de Belize et Michael Lippe, Transparency International, écoutés à la séance de dialogue sur les finances municipales

les fonds nécessaires au développement de l'infrastructure à Bangalore, en Inde. Ce plan combine l'établissement d'un fonds de fiducie en commun avec l'émission de titres d'emprunt, l'accès aux fonds publics, les prêts internationaux et les contributions apportées par les bénéficiaires directs.

Julio Pines, secrétaire à la Planification, Belo Horizonte, Brésil, a présenté l'expérience de sa ville en matière de budgétisation participative dans les domaines de l'assainissement, des soins de santé, de l'éducation et de l'environnement. Il a souligné l'efficacité de cette approche qui combine la démocratie directe et une expertise technique apte à soutenir cette participation.

Signalant que sa banque est une source de financement importante pour les municipalités, Brian Field, de la Banque européenne d'investissement, a décrit les critères de réussite pour les levées de fonds par les municipalités. Ceux-ci comprennent un plan à moyen terme intégré assorti d'une vision à long terme, l'implication du public et un leadership à tous les niveaux.

Le débat qui a suivi a été axé sur la nécessité de s'assurer d'une gestion financière saine, l'amélioration de la gestion des dépenses, l'utilisation de ISO 9000 pour la certification, la participation du public dans la levée des fonds; les contraintes limitant la capacité des municipalités à obtenir des prêts, la budgétisation participative, l'utilisation des ressources naturelles comme sources de revenu; et la gestion des dépenses.

Les participants ont également entendu des déclarations présentées par Sagira Tayab Ansari, qui vivait autrefois dans la rue à Mumbai, Inde, et a réussi à travailler, par le biais d'un réseau communautaire, avec la municipalité pour arrêter les démolitions de domiciles et pour construire de nouveaux foyers. Elle vient d'emménager dans son nouveau logement, a-t-elle dit, et travaille maintenant pour fournir des logements abordables à 15 000 familles sans domicile.

Michael Lippe, Transparency International, a souligné l'importance de la transparence et a expliqué la manière dont le leadership, la surveillance et des sanctions justes garantissent la responsabilisation.

Lin Guoqiang, maire de Nanjing, Chine, a parlé des réductions d'impôts pour attirer les investisseurs et a décrit les moyens de générer des recettes, y compris la réforme de l'aménagement des terres.

Mme Sierra a clos la séance en notant un consensus sur les points suivants : un cadre dans lequel les gouvernements locaux ont le pouvoir d'emprunter ; la solvabilité – autrement dit l'augmentation des revenus par des mécanismes qui ne sont pas au dessus des moyens des pauvres et qui correspondent aux besoins et aux souhaits des usagers, tout en évitant l'endettement

local insoutenable; et le recours accru des municipalités au soutien des marchés intérieurs, plutôt que sur les institutions financières internationales.

ROLE DES GOUVERNEMENTS LOCAUX: Leadership en matière de durabilité: Cette séance a été présidée par Elizabeth Gateau, secrétaire générale, Cités et gouvernements locaux unis (CGLU).

Wim Deetman, maire de La Haye et président de l'Association des municipalités des Pays-Bas, a identifié trois principaux thèmes concernant les gouvernements locaux: la décentralisation, qui assure la responsabilisation, l'équité, la transparence et la primauté du droit; les services de base pour tous, condition préalable pour l'engagement des citoyens; et l'autonomie financière, essentielle pour des prises de décisions éclairées.

David Bronconnier, maire de Calgary, Canada, a décrit une enquête menée auprès de 18 000 citoyens pour déterminer par exemple pourquoi les gens vivent dans cette ville, ce qu'ils en attendent dans les 100 prochaines années et comment faire pour que les changements réussissent à Calgary. Les ressources seront allouées et les politiques seront arrêtées en fonction des résultats de cette enquête qui seront communiqués à l'ensemble de la population.

João Avamileno, secrétaire général de Mercociudades et maire de Santo André, Brésil, a décrit le réseau des villes de Mercosur, une ligue de villes du cône austral de l'Amérique du sud qui comprend le Paraguay, le Chili, l'Argentine et le Brésil, avec des villes associées au Pérou, au Chili et en Bolivie.

Sybilla Dekker, ministre de l'Habitat, de l'Aménagement du territoire et de l'Environnement des Pays-Bas, a noté que le partenariat va au-delà de la coopération et de la collaboration et a mis en exergue le partenariat financier entre le gouvernement national et les gouvernements locaux. Elle a décrit le projet de rénovation des quartiers aux Pays-Bas dans lequel le gouvernement national est engagé avec succès avec des financements du secteur privé.

Simon Compaore, maire de Ouagadougou, Burkina Faso, a souligné le rôle des partenariats pour fournir le financement nécessaire pour la décentralisation et l'importance de consulter les citoyens, de forger de nouvelles relations, et de renforcer les partenariats pour fournir les services publics essentiels. Il a décrit certains projets en cours de réalisation à Ouagadougou, dont un partenariat avec l'Association internationale des maires francophones (IMAF) et une association de jeunes qui travaille sur le problème du VIH/sida.

Anna Tibajuka, directrice exécutive de ONU-Habitat, s'est dite satisfaite de l'établissement de CGLU comme mécanisme pour permettre aux élus locaux de s'engager au niveau



Sybilla Dekker, ministre de l'habitat, de l'aménagement du territoire et de l'environnement des Pays-Bas, est décrite comme étant une "rose parmi les épines," en raison de ses efforts visant à promouvoir le développement urbain durable

international et a signalé que l'Assemblée générale de l'ONU a maintenant établi une règle permettant aux représentants des gouvernements locaux de participer aux réunions du Conseil d'administration d'ONU-Habitat, bien que sans droit de vote. En réponse à une question posée sur le point de savoir si le quartet des filles kenyanes a chanté, à la séance d'ouverture, sur la "désurbanisation," elle a précisé qu'elles y décrivaient les problèmes rencontrés par les jeunes dans les grandes villes et leurs besoins d'accéder à la propriété foncière.

En réponse aux questions posées, M. Avamileno a déclaré qu'à Santo André, les processus de financement participatif ont favorisé la mise en place de politiques publiques plus inclusives et ont amené la ville à être davantage à l'écoute des citoyens. M. Deetman a parlé des efforts fournis par CGLU, M. Bronconnier a décrit les programmes mis en place à Calgary et M. Compaore a donné un aperçu des programmes en cours à Ouagadougou pour impliquer les minorités et les jeunes dans les prises de décisions de la ville.

TABLES RONDES

CONCEPTION D'OUTILS FONCIERS TENANT COMPTE DE LA SPECIFICITE DES SEXES: Cette table ronde était présidée par Lindiwe Sisulu, ministre sud-africaine du Logement.

Mme Dekker a souligné que la sécurité d'occupation et l'accès des femmes aux terres et à la propriété ne sont pas une question d'abordabilité, mais d'accessibilité. Elle a présenté les conclusions d'une étude menée en Afrique subsaharienne qui a montré que la grande majorité des femmes n'ont pas le droit d'hériter de terres ou de propriétés à titre personnel et qu'elles dépendent entièrement des hommes. Les obstacles sont d'ordres juridique et culturel. Elle a appelé à une action mondiale pour tenter de résoudre le problème de l'insécurité des droits fonciers et a exprimé son soutien pour les activités d'ONU-Habitat dans ce domaine.

Soulignant que les droits fonciers des femmes sont entravés par l'absence d'outils fonciers tenant compte de la spécificité des sexes, Anne Stenhammer, ministre norvégienne du Développement international, a appelé à des politiques qui reflètent l'expérience et la situation des femmes.

Mme Tibaijuka a déploré le fait que si, sur le papier, les droits des femmes se sont accrus ces dernières décennies, dans la réalité, leur accès aux droits d'occupation et de propriété a diminué. Elle a accueilli avec satisfaction le lancement du Global Land Tool Network (GLTN) qui vise à identifier les outils appropriés, à s'assurer qu'ils sont sexo-spécifiques, à reproduire les réussites avérées et à combler les écarts actuels.

Siraj Sait, GLTN, a présenté le concept, la structure et étapes du réseau. Clarissa Augustinus, GLTN, appuyée par de nombreux



Angie Balata, de la Coalition Internationale de Habitat, a attiré l'attention sur les outils fonciers reposant sur la foi, en particulier, les droits fonciers en matière d'héritage dans le Droit Musulman

participants, a proposé de procéder, au FUM4, à une évaluation des progrès accomplis dans la conception d'outils fonciers tenant compte de la spécificité des sexes.

Plusieurs orateurs ont attiré l'attention sur des cas de discrimination à l'encontre des femmes en ce qui concerne les droits d'occupation et de propriété.

Raquel Rolnik, Secrétaire exécutive, Secrétariat national des programmes urbains du Brésil, a encouragé les parties prenantes à continuer à faire pression pour obtenir la sécurité des droits fonciers des femmes.

Agnes Kalibbala, Présidente, Groupe des 77 et Chine – Nairobi Chapter, a déclaré que le principal objectif en ce qui concerne les outils fonciers sexo-spécifiques est d'atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) pour l'autonomisation des femmes et l'amélioration des taudis.

Angie Balata, Coalition Internationale de l'Habitat, a attiré l'attention sur les outils fonciers gouvernés par les religions, en particulier les droits à l'héritage foncier dans la loi musulmane et Birte Scholz, Center for Housing Rights and Evictions, sur les instruments reposant sur les droits de l'homme.

Jennifer Whittal, Capetown University, Afrique du Sud, a appelé à des efforts visant à accroître le nombre de femmes parmi les spécialistes des questions foncières.

Jan Peterson, présidente, Commission Huairou, a fait observer que les conflits et la pandémie du VIH/Sida ont créé des possibilités pour faire évoluer la société.

Shivani Bhardwaj a appelé à un "programme d'action relatif aux droits des femmes à l'accès aux ressources" comprenant une nouvelle répartition des terres et le placement des ressources sous le contrôle juridique des femmes.

Résumant les débats de la table ronde, Mona Serageldin, de l'Université Harvard, a souligné que, plus la terre devient rare et chère, moins les femmes y ont accès. Par ailleurs, les coutumes et les traditions perdent de leur vigueur, sous l'effet des nouvelles technologies et modèles de gouvernance, sous l'effet aussi des dissensions civiles et des conflits. Elle a également signalé que les femmes renoncent à faire pression pour faire respecter leurs droits lorsque cela met en péril la cohésion familiale ou risque d'entraîner harcèlement et mauvais traitements. La mise en place d'outils fonciers tenant compte de la spécificité des sexes, a-t-elle ajouté, est un long processus multipartite auquel participe au premier chef la famille et des dirigeants des communautés. Pour clore, Mme Serageldin a souligné que la culture et la foi sont à la fois source d'obstacles et d'occasions en ce qui concerne les outils fonciers tenant compte de la spécificité des sexes.

TABLE RONDE DE LA JEUNESSE: Modérée par Avi Lewis, metteur en scène documentariste primé et journaliste de télévision, Canada, et Doug Ragan, gestionnaire principal, Environmental Youth Alliance et gestionnaire, Forum urbain



Elisabeth Gateau, Secrétaire Générale de CGLU, a modéré la Séance spéciale sur le thème 'Gouvernement local'



Avi Lewis, Metteur en scène, documentariste primé et journaliste de télévision, canada, s'adressant à la table ronde de la Jeunesse

mondial et Youth Organizing Committee, cette table ronde débordait de l'énergie générée au Forum mondial de la jeunesse, tenu du 16 au 18 juin 2006 à Vancouver. Signalant que la moitié de la population mondiale a moins de 25 ans, Lewis a souligné qu'il est important de comprendre comment on peut harnacher le dynamisme, la curiosité et l'impatience des jeunes et les mettre à contribution pour résoudre les problèmes urgents de la planète.

Les participants ont identifié une gamme d'obstacles empêchant les jeunes d'exercer leur leadership et de surmonter ces problèmes par des échanges informels auxquels contribuent des experts et des jeunes de toutes les régions du monde. Les participants ont fait part de leurs idées sur la nécessité de forger des partenariats avec les jeunes pour transformer les normes sociétales ; l'importance de créer des partenariats de jeunes entre le nord et le sud ; la valeur de l'art, de la culture et des sports pour engager les jeunes; la nécessité de faire évoluer la représentation des jeunes dans les médias; l'importance de l'éducation et de la formation; la nécessité d'impliquer les jeunes dans la prise des décisions; la valeur de la participation des jeunes à la vie politique; et l'importance de favoriser les initiatives des jeunes à l'échelon local.

Notant la triste réalité de la vie des jeunes dans les pays en voie de développement – l'éducation, la santé, l'emploi, la drogue et le HIV/Sida, la violence, les expulsions des domiciles et le travail des enfants -- de nombreux participants venant de pays en développement ont appelé à la création de davantage d'opportunités de mettre en commun et les expériences et, pour les jeunes des pays du nord, de davantage d'occasions de soutenir les espoirs et d'influencer les changements nécessaires dans les pays du sud. Muratha Kinuthia, Secrétaire du NEPAD, Kenya, a appelé à une plus perspective plus ouverte sur les questions de la jeunesse qui mette l'accent sur le développement et aille au-delà de la question de la représentation.

Parlant des obstacles à la participation des jeunes, Jamil Bundalli, Institut urbain du Canada, a insisté pour que les investissements dans les jeunes soient régis par une éthique plus stricte. Plusieurs participants ont dit qu'il est impératif de ne pas se contenter d'inclure symboliquement quelques jeunes, quand on parle d'engagement de la jeunesse, et de tirer parti de la force qu'ils ont de par leur nombre. Kelly L'Hirondelle, World Youth Forum, a déclaré que le message devrait être simple si l'on veut qu'il y ait une volonté politique de faire avancer un programme d'action positif pour les jeunes.

Au sujet de la valeur du réseautage et de l'établissement de relations personnelles dans des réunions telles que le FUM3, Stoney McCard, Directeur, Centre d'excellence pour la participation des jeunes, Canada, a fait état des similitudes dans l'expérience des jeunes partout dans le monde. Plusieurs jeunes

ont encouragé les participants à aller aux tables rondes pour faire passer le message qu'il faut intégrer les jeunes dans les administrations municipales et dans l'élaboration des politiques urbaines.

Dans une conclusion théâtrale de la table ronde, M. Lewis a conduit les participants à pris la tête des participants pour sortir de la salle, dans un geste de protestation et de solidarité avec les jeunes participants brésiliens expulsés de la conférence pour des raisons inconnues.

TABLE RONDE DES UNIVERSITES: La table ronde a été consacrée à deux thèmes: les principes directeurs pour les partenariats et les initiatives d'apprentissage et de diffusion.

Le coprésident de la table ronde, Tony Dorsey, Université de la Colombie-britannique (UCB), a invité les participants à débattre des façons dont les universités peuvent absorber et diffuser les bonnes idées et les leçons apprises.

Lars Reutersward, ONU-Habitat, a parlé de la nécessité d'établir des liens entre les centres d'apprentissage et a insisté sur la nécessité de mettre l'accent sur la recherche appliquée sur le terrain. La décentralisation risque de mener à une fragmentation des politiques, a prévenu Erminia Maricato, Université de São Paulo. Il faut, a-t-elle insisté, adapter les mesures prises pour la réduction de la pauvreté aux réalités locales. Peter Boothroyd, UCB, a expliqué que les universités doivent participer au développement, soulignant qu'elles peuvent contribuer à la continuité des projets, et que les étudiants ont un rôle à jouer en tant que prestataires de services.

Peter Ngau, Université de Nairobi, a fait état des défis rencontrés lorsque l'on s'efforce d'empêcher la formation de taudis. Les partenariats, a-t-il mis en garde, réunissent souvent des intérêts divergents. Martin Smolka, Lincoln Institute of Land Policy, a dit qu'une compréhension améliorée des marchés fonciers fait cruellement défaut. Il faut voir les universités comme des acteurs dans le monde réel, a dit Michael M'Gonigle, Université de Victoria. Les principes de durabilité qu'elles prônent devraient les guider. On pourrait aussi tirer parti du pouvoir des étudiants, a-t-il ajouté.

Au cours du débat animé qui a suivi, les participants ont discuté de l'importance que la confiance et l'équité règnent dans les partenariats; de la création d'alliances entre les universités et les praticiens; du soutien des efforts pratiques de planification au niveau communautaire; et de l'utilisation d'une approche interdisciplinaire pour éviter le cloisonnement. Plusieurs participants ont souligné que les universités peuvent jouer un rôle dans le suivi indépendant de la réalisation des OMD.

Pietro Garau, de l'Université de Rome, a souligné la nécessité de se mettre à l'écoute du sud. Jean Wolfe, Université McGill, a mis l'accent sur la collaboration entre les universités et sur la combinaison de l'apprentissage théorique et de l'apprentissage pratique sur le terrain.



Table ronde sur les universités et la durabilité urbaine: Marcello Balbo (à gauche), Université de Venise, conférant avec le président Pietro Garau, Université de Rome



A la table ronde sur l'environnement, les participants ont procédé à l'identification des problèmes communs et à l'élaboration d'idées de projets de partenariat axés sur la réalisation de villes durables

M. Boothroyd a parlé du potentiel non exploité des universités en tant que partenaires de développement. Marcello Balbo, Université de Venise, a encouragé les universités à remettre en question le programme de développement établi par le nord. Margo Fryer, UCB, a suggéré que les étudiants peuvent jouer un rôle de premier plan et exercer un rôle de leadership en assurant la liaison avec les communautés. Il a appelé à l'établissement de partenariats soutenus et à long terme.

Les partenariats sud-sud devraient jouer un rôle plus important, ont recommandé plusieurs participants. Un participant a appelé à l'utilisation de l'Internet pour faire avancer les efforts de collaboration, mettant en exergue le Global Urban Sustainability Services Exchange (GUSSE). De nombreux participants ont convenu que les universités ont besoin de devenir des "locomotives" pour les services, en même temps qu'elles offrent l'enseignement. Un délégué a déclaré que les universités devraient jouer un rôle dans la responsabilisation des gouvernements en ce qui concerne les progrès accomplis entre les réunions du FUM, et qu'elles devraient élaborer des indicateurs pour mesurer l'écart entre la rhétorique et les réalisations.

TABLE RONDE DE L'ENVIRONNEMENT: Cette table ronde était organisée par ONU-Habitat en coopération avec le Réseau canadien de l'environnement (RCE). Elle était coprésidée par Arciris Garay, coordonnatrice, Youth for Social Justice Network, et Hayat Redi, directrice adjointe, EVERYONE, et modérée par Amelia Clarke, ancienne présidente du Sierra Club du Canada. La modératrice a présenté les objectifs de la session qui comprennent l'identification des problèmes communs et l'élaboration d'idées de projets pour des partenariats. Le débat s'est déroulé d'abord dans cinq sous-groupes qui ont ensuite présenté leur rapport à la table ronde.

Groupe sur la jeunesse et l'éducation: Ce groupe a identifié le manque de financement, le manque de personnel et les contraintes de temps comme les principaux problèmes rencontrés. Les participants ont suggéré que la création d'opportunités et d'espaces pour que les jeunes puissent collaborer par delà les frontières, en créant par exemple un forum informel de la jeunesse en Afrique.

Groupe sur le renforcement des capacités communautaires: Ce groupe a également identifié le manque de ressources humaines et financières comme un obstacle de taille. Les participants ont suggéré que la solution passe par la mobilisation de l'ensemble des secteurs de la communauté pour l'élaboration

et la mise en œuvre de projets communautaires viables, de dimension mondiale tout en ayant des répercussions locales.

Groupe sur l'alimentation: Les problèmes identifiés par le groupe comprenaient les subventions des tarifs douaniers sur les denrées alimentaires et les barrières au commerce qui constituent autant d'obstacles à la réalisation de la sécurité alimentaire. Les participants ont proposé la mise en place d'un projet à court terme sur la sécurité alimentaire au Canada, en organisant une conférence en octobre à Vancouver et la mise en place d'un projet à long terme sur la question de l'Éthiopie. Pour remédier au problème, ils ont suggéré d'élaborer des partenariats et d'utiliser l'Internet.

Groupe sur la sécurité environnementale: Les problèmes identifiés par ce groupe comprenaient le manque de volonté politique, de capacité, d'information et d'expérience, de recours au savoir traditionnel de politiques appropriées, de lois et de réglementations, de suivi, de connaissances et de techniques appropriées. Les solutions possibles identifiées comprennent les partenariats, l'élaboration d'une vision commune, la communication et la mise en commun des ressources.

Groupe sur les ressources et l'énergie: Ce groupe a suggéré le développement des sources d'énergie renouvelable, le renforcement des capacités, la création de partenariats, la promotion de l'équité sociale; l'engagement des populations locales ainsi que des acteurs internationaux et du milieu universitaire.

La coprésidente, Mme Garay, a résumé le débat en indiquant que le RCE continuera à soutenir ce processus de dialogue pour développer davantage les cinq partenariats formés aujourd'hui. Elle s'est dite enthousiasmée par la volonté des participants à la table ronde de travailler ensemble avec d'autres partenaires à la création de communautés saines, à la réalisation de la sécurité alimentaire et au renforcement des capacités.

TABLE RONDE SUR LES AUTOCHTONES ET LES MEDIAS: La modératrice, Monika Ille, Aboriginal Peoples Television Network, Canada (APTN), a souhaité la bienvenue aux participants, en faisant remarquer que ce jour est la Journée nationale des Autochtones. Selon le coprésident Tom Perlmutter, Office national du film du Canada (ONF), la séance constituait un exemple important de la coopération des agences gouvernementales et l'ONF fait un travail de pionnier en ce qui concerne la promotion des metteurs en scène autochtones. Le coprésident de la table ronde, Fred Caron, sous-ministre adjoint, Bureau de l'Interlocuteur fédéral auprès des Métis et des Indiens non inscrits, ministère des Affaires indiennes et du nord canadien, a dit qu'il voyait dans le FUM3 un moyen d'échanger les meilleures pratiques. Il espère, a-t-il dit, que s'y noueront quelques partenariats permanents.



Kamala Todd, Directeur de Projet, a présenté "Notre ville, nos voix," qui encourage les communautés autochtones à enregistrer et à partager leurs histoires de Vancouver



G-D: Namrata Bali, Self-Employed Women's Association (SEWA), les coprésidents Fred Caron, sous-ministre adjoint, Bureau de l'interlocuteur fédéral auprès des Métis et des Indiens non inscrits, INAC, et Tom Perlmutter, directeur général, Programme en langue anglaise de NFB et la Modératrice Monika Ille, APTN, Canada

Manon Barbeau, créatrice et productrice de *La Corporation*, et Melanie Kistabish, coordonnatrice et metteuse en scène, ont présenté la première étude de cas qui portait sur Wapikoni Mobile, un studio mobile pour la formation des cinéastes qui parcourt les communautés autochtones du Québec depuis plus de deux ans.

Kamala Todd, directrice de projet, a présenté "Notre Ville, Nos Voix," un flux vidéo de Storyscapes, un projet artistique communautaire qui aide les autochtones à raconter leurs histoires sur Vancouver.

Marilena Corrêa, coordinatrice de l'atelier, a présenté "Vidéo dans les Villages," une initiative du Brésil pour la formation des autochtones dans le domaine de la mise en scène cinématographique de manière à ce qu'ils puissent se dépeindre eux-mêmes et dépeindre le monde qui les entoure.

Dans une séance de dialogue très animée, les discussions ont été concentrées sur la participation des Autochtones au FUM3. Si le conférencier Roger Maaka, Université de Saskatchewan, a suggéré que l'inclusion d'une séance consacrée aux autochtones au FUM3, désavoue le stéréotype selon lequel ils n'appartiennent pas à la ville et si un participant a mis en relief l'amélioration apportée depuis le FUM2, de nombreux autres participants ont cependant critiqué l'insuffisance de l'inclusion des jeunes et des communautés autochtones.

Plusieurs participants ont fait remarquer que le FUM3 a raté l'occasion de fournir une formation sur les principales questions abordées, telles que celles de la garantie d'un logement adéquat. Les droits des communautés nomades ont aussi été négligés et le service de traduction simultanée en espagnol n'a pas été offert durant toute la conférence. D'autres ont dit qu'on parlait trop et n'agissait pas assez.

Faisant état de l'impact important des principaux médias, les participants ont également parlé de projets médiatiques autochtones et ont déploré l'absence des autochtones dans les médias de masse et le portrait inexact que ces médias donne d'eux. Si beaucoup saluent le travail accompli par les conférenciers, un participant a souligné la nécessité de dresser le portrait des autochtones dans le contexte de leur culture et de leur langue. Les conférenciers, Jean LaRose, APTN, et Ray Gerow, Talking Rocks, ont encouragé les autochtones à prendre en main le combat pour leur représentation et un membre de l'Indigenous Peoples Party a appelé au soutien de la déclaration des autochtones qui sera présentée en plénière au FUM3.

TABLE RONDE SUR LA SPIRITUALITÉ: Cette table ronde s'est réunie sous le thème "Comblent le fossé: Spiritualité et durabilité en contextes urbains." Après le mot de bienvenue et les prières des Premières Nations, la présidente Angela Hryniuk,

directrice exécutive, Interspiritual Center of Vancouver Society, a présenté une introduction et a encouragé les participants à "emprunter le chemin spirituel avec des chaussures pratiques" en ce qui concerne la durabilité.

Michael Hryniuk, Ecole de Théologie de Vancouver, a fait remarquer que la vision qui oriente le FUM3 prend sa source au-delà de la rationalité technique et des programmes politiques. Enrique Peñalosa, ancien maire de Bogotá, Colombie, a déclaré que la résolution des problèmes urbains implique non seulement des ressources financières mais également un changement de notre mode de vie. Il a souligné que le bonheur des citoyens est la vraie mesure de la réussite des villes.

Attirant l'attention sur la promiscuité et sur la propagation du VIH/Sida à Kampala, en Ouganda, Sam Luboga, Université de Makerere, a parlé de la manière dont les initiatives fondées sur la foi peuvent résoudre les questions de durabilité et d'inclusion et de cohésion sociales dans les zones urbaines. La modératrice, Gwendolyn Hallsmith, directrice exécutive, Global Community Initiatives, a abordé la question de savoir si, en déplaçant les besoins des gens à l'extérieur du règne matériel, on pourrait améliorer nos villes et nos sociétés.

Le débat s'est concentré sur la quête du contentement et de la connexion avec autrui, les types d'exemples que l'on donne aux jeunes, la nécessité de la paix dans le monde pour créer la durabilité, le "choc spirituel" provoqué par la découverte qu'on n'est pas capable de passer son temps dans la nature, et le rôle des espaces urbains dans l'accueil des festivals spirituels qui donnent à réfléchir et ravivent le sentiment d'émerveillement. Les délégués ont également appelé à une coopération entre les personnes qui se reconnaissent dans la spiritualité au sens large, les traditions religieuses et les perspectives humanistes.

Surinder Kumar, directeur général, Management Services Group, Sahara India Pariwar, Inde, a parlé de la manière dont les projets axés sur la durabilité peuvent intégrer les principes spirituels. Avant de souligner l'importance du bonheur et d'identifier les aspects de la nature humaine qui vont à l'encontre de la durabilité, Mae-Chee Sunsane Sthirasuta, religieuse bouddhiste et cheffe spirituelle, a invité les participants de la table ronde à former, debout, un grand cercle et à se masser mutuellement le dos.

Les remarques de clôture présentées par Phil Lane Jr., PDG et chef héréditaire, United Indians of All Tribes Foundation, a décrit la vision d'un bien-être urbain éclairé par une compréhension spirituelle de la communauté humaine. La modératrice a fait



Mae-Chee Sunsane Sthirasuta, nonne Bouddhiste et cheffe spirituelle, a souligné l'importance du bonheur pour la durabilité de la vie des êtres humains



Enrique Peñalosa, ancien maire de Bogotá, Colombie, a souligné que la réponse à la question “comment voulons-nous vivre?” trouve un éclairage dans la spiritualité

observer que les besoins spirituels sont des besoins réels. Elle a souligné que les leaders civiques devraient systématiquement prendre en considération la manière dont la signification, la finalité et la connexité qui guident la croissance spirituelle sont satisfaites au sein de la communauté. La présidente de la table ronde, Mme Hryniuk, a appelé à une recommandation formelle d’inscrire la spiritualité à l’ordre du jour de chacune des conférences futures de ONU-Habitat.

TABLE RONDE DES MAIRES: Organisée sous le thème “Les administrations municipales à un carrefour: Se rapprocher des objectifs du Millénaire pour le développement grâce à l’innovation et à l’action locale,” cette table ronde était coprésidée par Smangaliso Mkhathshwa, coprésident du CGLU et conseiller municipal de Tshwane, Afrique du sud, et Gérald Tremblay, vice-président du CGLU et maire de la ville de Montréal, Canada. Dans leurs déclarations liminaires, ils ont mis en relief les améliorations apportées dans les domaines des droits de l’homme et de l’autonomie locale des villes mais ont déploré la crise financière qui empêche les villes de concrétiser les OMD.

La modératrice, Dominique Dennery, Présidente de Dennery Resources, a mené une enquête auprès des maires sur la poursuite des OMD. Tout en admettant l’existence, dans l’ensemble, d’une sensibilisation insuffisante du public aux OMD, 75 pour cent des 130 maires présents ont déclaré que les OMD sont des priorités dans leurs villes et seulement la moitié d’entre eux ont déclaré avoir participé à un dialogue avec les gouvernements nationaux sur ce sujet. Les conférenciers ont suggéré que les maires doivent communiquer leurs plans de manière plus efficace aux citoyens et aux gouvernements nationaux.

Quatre maires ont présenté des études de cas. Gloria Kovach, présidente de la Fédération des municipalités canadiennes et Conseillère de la Ville de Guelph, Ontario, a présenté un travail de recherche montrant que la prise de conscience des citoyens engendre un soutien plus important en faveur des OMD.

Mary Jane Ortega, Maire de San Fernando, Philippines, a déclaré que les associations de villes, en fournissant aux communautés une assistance technique, leur permettent de s’atteler à la réalisation des OMD.

Kastharina Tarras-Walberg, maire adjointe de Stockholm, a présenté Stockholm comme une “ville de la durabilité” qui prend à cœur les objectifs environnementaux, tels que l’énergie durable, le recyclage des eaux et des déchets et la réduction de la circulation automobile.

Abdel Minim Al-Avys, maire de Beyrouth, a déclaré que la ville de Beyrouth s’est fixé les objectifs de sa reconstruction après des années de guerre, notamment la reconstruction de ses

canalisations d’égouts, de ses réseaux d’assainissement et de distribution d’eau et de son infrastructure de communication, et qu’elle investit dans l’emploi et le développement.

Dans le débat qui a suivi, les maires de vingt villes ont présenté des exemples de programmes axés sur la réalisation des OMD, en particulier la valorisation des taudis et l’amélioration des services d’approvisionnement en eau et autres. Petr Kopriva, président du conseil d’administration d’ONU-Habitat, a demandé aux maires d’aider le Comité des représentants permanents à préparer l’ordre du jour de CG-21. Mme Sierra a encouragé les maires à s’engager dans des dialogues avec leur gouvernement national pour la facilitation des demandes de fonds destinées aux programmes.

Dans leurs déclarations de clôture, les coprésidents de la table ronde ont appelé à la mobilisation des réseaux d’intervenants et de donateurs tels que la Banque mondiale pour obtenir le financement nécessaire pour la mise en œuvre des OMD. M. Mkhathshwa a souligné qu’il est possible d’atteindre les OMD et a proposé que les maires présentent des rapports sur leurs accomplissements au FUM4 en 2008.



Les maires de plus de 20 grandes villes de la planète ont discuté de programmes axés sur la réalisation des OMD et, en particulier, de la valorisation des taudis et de l’amélioration du service d’approvisionnement en eau et autres services

A SUIVRE JEUDI

Séance de réseautage Habitat JAM

13 h 30 – 15h 30

Changement de salle : maintenant dans la salle de bal C

Dialogue sur la forme des villes

10 h – 12 h

Changement de salle : maintenant dans la salle de bal B & C

Dialogue sur l’énergie: Action locale, répercussions locales

10 h – 12 h

Changement de salle : maintenant dans le hall d’exposition A